

*l'Anti*capitaliste

n°709 | 23 mai 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



ZOOM

Palestine. Dans la rue et comme à la CPI, Netanyahu sur le banc des accusés

Page 2

INTERNATIONAL

Tunisie: vers un retour de la dictature?

Page 4

ARGUMENTS

Kanaky. Plein soutien au peuple kanak!

Page 5

CHAMP LIBRE

L'OST, l'autosupport et les luttes sociales par et pour les trans

Page 8

Édito

La flamme de la surveillance

Par ALEX BACHMAN

A lors que la flamme olympique progresse sur le territoire français, la France est désormais sous l'œil des médias du monde entier jusqu'au 8 septembre. Pour le pouvoir en place, il est hors de question que la fête soit gâchée par de vulgaires contestations écologiques ou sociales, alors même que contexte politique extrêmement instable et tendu les rend probables.

La macronie, sans majorité parlementaire, a dû procéder à un passage en force sur les retraites. La séquence ouverte depuis le 7 octobre n'a fait que renforcer la tentation autoritaire d'un pouvoir de plus en plus illégitime qui a inclus le RN dans l'arc républicain, pour mieux mettre au ban La France insoumise sous l'accusation d'antisémitisme et c'est désormais le même arc qui veut par la force maintenir l'ordre colonial en Kanaky.

La répression s'accélère, en particulier contre les mobilisations écologistes : à Sainte-Soline, puis contre les opposantEs à l'A69 entre Castres-Toulouse et enfin avec l'utilisation des moyens antiterroristes contre les participantEs aux actions contre Lafarge.

Un autre aspect de la montée en gamme des moyens de répression et de contrôle est le développement extrêmement rapide de la vidéosurveillance algorithmique (VSA). Avec la loi JO votée en catimini en mai 2023, le pouvoir s'est donné les moyens d'expérimenter et donc de pérenniser un grand nombre de dispositifs liés à l'intelligence artificielle d'ores et déjà en place dans les gares et les aéroports, à la RATP, à l'occasion d'un match OL-PSG en avril ou... des concerts de Taylor Swift. Les Jeux olympiques et paralympiques sont un laboratoire grandeur nature du contrôle des populations et du contrôle social qui pourrait bien servir de modèle à d'autres capitales... et servir au contrôle des populations qui s'opposent aux politiques liberticides, écocides, racistes et coloniales. Nous allons mesurer, comme des milliers de ParisienNES l'ont fait en recevant l'alerte au son strident du ministère de l'Intérieur sur leur téléphone, la capacité des autorités à utiliser, quitte à les détourner de leur vocation initiale, tous les moyens nécessaires pour nous tracer, canaliser, nous surveiller. Les Jeux olympiques seraient alors aussi l'occasion d'un exploit pour le capitalisme de surveillance !

Bien dit

Cette misérable décision fera l'objet d'un pourvoi en cassation et [la] France sera condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme

YASSINE BOUZROU, avocat de la famille d'Adama Traoré, en réaction au jugement du 16 mai confirmant le non-lieu. Le combat continue !



Halte à la répression en Kanaky! Stop à l'ordre colonial! Autodétermination!

Le 14 mai dernier, le gouvernement français lançait une nouvelle offensive contre le peuple kanak. Après des mois de mobilisations pacifiques, le vote du dégel du corps électoral constitue une nouvelle provocation et confirme la recolonisation du territoire amorcée depuis 2021. Face à la révolte, comme par le passé, l'État français pratique une politique de répression féroce.

D armanin a taxé les militantEs indépendantistes de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain), de « voyous », de « mafieux », « non politiques »... C'est un procédé rodé des États impérialistes de criminaliser et disqualifier les coloniséEs. Mais la mobilisation en Kanaky est populaire. Des grèves dans plusieurs secteurs et des opérations de barrages filtrants ont paralysé le pays. Le mouvement est particulièrement fort dans la jeunesse qui se mobilise depuis plusieurs semaines contre cette nouvelle dépossession coloniale, mais aussi contre les discriminations racistes et sociales quotidiennes.

Trente ans après les accords de Nouméa, les inégalités sont abyssales. À compétences égales, ce sont les métropolitainEs qui occupent les emplois au détriment des travailleurEs kanak. Véritable racisme systématique, cette hiérarchisation sociale est totalement revendiquée par les loyalistes qui veulent maintenir cet ordre colonial. Cette « *Légalité coloniale, cet "Ordre républicain", permet toutes les injustices* », écrivait le leader indépendantiste kanak Éloi Machoro assassiné en 1985 par le GIGN.

Une répression coloniale tous azimuts

L'ONU a classé la Kanaky dans la liste des territoires à décoloniser,

mais pour l'État français, renoncer à sa colonie, c'est renoncer à 30% des ressources mondiales de nickel, aux ressources maritimes et à la position géostratégique du territoire pour assurer ses opérations militaires. L'État français opprime et réprime le peuple kanak depuis plus de 170 ans, tentant de le rendre minoritaire en le diluant toujours davantage dans un corps électoral élargi.

Ce n'est pas un hasard si les députéEs qui se sont exprimés en faveur du projet gouvernemental sont tous issus des partis défendant l'ordre établi. Comme pour la loi Asile et immigration en décembre, ce sont les mêmes alliances qui contribuent à faire

À la Une

de l'Assemblée une chambre d'enregistrement de la volonté autoritaire, raciste et coloniale. Le RN a voté pour, ne discutant que le calendrier... pour éviter de perturber les Jeux! Toujours et encore l'ordre.

Et quand les manipulations démocratiques ne passent pas, c'est le choix d'une répression féroce qui préside. Couvre-feu, état d'urgence, répression dans le sang, vagues d'arrestations... C'est le vrai visage de l'État colonial qui a déployé un important dispositif de gendarmes, de CRS, du GIGN, du RAID relayé sur place par les milices loyalistes caldiches. L'histoire de la colonisation française en Kanaky est jalonnée de massacres. Les accords de Matignon en 1988, consolidés par ceux de Nouméa en 1998, censés assurer le droit à l'autodétermination du peuple kanak, sont piétinés par Macron. L'État colonial français ne sera jamais l'allié des Kanak.

Le combat des Kanak est celui de toutEs les oppriméEs

Face à cette nouvelle provocation du gouvernement français, il faut démonter le discours colonial qui, à longueur de médias, décrédibilise et délégitime la révolte des Kanak. Des mobilisations à l'initiative du Collectif Solidarité Kanaky, dont nous sommes partie prenante, sont organisées un peu partout. L'ensemble du mouvement ouvrier et de la jeunesse doit se solidariser avec le peuple kanak pour peser sur notre propre impérialisme et arracher les droits démocratiques légitimes.

Nous exigeons le retrait du projet de loi sur le dégel du corps électoral, la libération des prisonniers politiques, l'abandon des poursuites pour les inculpéEs, mais aussi le respect du droit à l'autodétermination du peuple kanak avec l'ouverture de discussions pour un processus de décolonisation. Des Kurdes aux PalestinienNES, la lutte des Kanak est celle de tous les peuples opprimés dans le monde.

BRUXELLES, SIXIÈME MARCHÉ POUR UN CÉSEZ-LE-FEU

Dimanche 19 mai, se déroulait à Bruxelles, la sixième marche pour un cessez-le-feu à Gaza, à l'appel de plusieurs associations et collectifs. Elle a réuni 40 000 personnes qui continuent de faire entendre la voix du soutien au peuple palestinien. Des militantEs du NPA y étaient présents avec Urgence Palestine ou aux côtés de nos camarades belges de la Gauche anticapitaliste. © NPA.



Acturama

PALESTINE Dans la rue et comme à la CPI, Netanyahu sur le banc des accusés

Après les étudiantEs, les lycéenEs se mobilisent à leur tour en France en soutien au peuple palestinien, contre l'intervention à Rafah. En cette semaine anniversaire de la Nakba, plusieurs manifestations étaient organisées en particulier à Bruxelles le 19 mai. Mais c'est du côté institutionnel qu'un coup a été porté à la politique de Netanyahu.

À Nantes, à Montrouge, à Paris, à Toulouse, par grappes, les lycéenEs se mobilisent contre l'intervention à Rafah. Parfois au prix d'une répression féroce et d'une intimidation, comme dans le 13^e arrondissement début mai ou à Montrouge (92) le 13 mai.

La jeunesse se lève

La police est intervenue, après que deux feux d'artifice ont été tirés, de façon musclée. Cinq jeunes gens du lycée Maurice-Genevoix de Montrouge ont été mis en garde à vue. L'intimidation a été réelle sans arrêter pour autant la détermination des jeunes. Ils et elles ont réussi à organiser un nouveau rassemblement quelques jours plus tard devant les BRS (brigades régionales de sécurité, mises en place en 2019 en Île-de-France), qui faisaient le planton devant le lycée.

Idem, dans les facs et les écoles ! La répression et l'intimidation médiatique n'ont pas eu raison des actions de soutiens qui ne sont pas terminées : à l'EHESS, la police a sorti les jeunes la semaine dernière, sans garde à vue. D'autres occupations continuent à l'ENS.

La jeunesse crie stop à l'injustice et au génocide ! Car oui, ce qui se passe depuis des mois dans la bande de Gaza est insupportable, ce qui se passe en Palestine depuis des décennies est injuste... Cet ordre



Rassemblement à l'université de Strasbourg, le 15 mai. PHOTO THÉRIÈRE ROUGE

colonial qui opprime, exclut, nie les droits, enferme et n'hésite pas à exterminer toutes celles et ceux qui se dressent sur son chemin, n'est évidemment pas l'avenir que nous souhaitons. Nous le combattons !

Des manifestations pour commémorer la Nakba

En cette semaine de commémoration de la Nakba — la « catastrophe » du 15 mai 1948 qui a conduit près de 800 000 PalestinienEs à devenir des réfugiéEs — de nombreuses mobilisations ont eu lieu. Elles ont brisé le silence, continué à porter la voix du soutien au peuple palestinien (en accueillant à certains endroits d'autres victimes de l'oppression coloniale, les Kanak). Parmi les manifestations, celle de Bruxelles le 19 mai a rassemblé 40 000 personnes.

À l'heure où les mêmes basses œuvres autoritaires, racistes, coloniales, sont en cours partout dans le monde — de la Tunisie à l'Italie, de l'Inde à la Grande-Bretagne, de la France à la Palestine — les mois de résistance, de manifestations contre le colonialisme et la guerre avec le renfort de la jeunesse sont autant de petits cailloux posés sur le chemin de l'émancipation... et de la justice. Le combat doit continuer et la voix des oppriméEs se faire entendre pour créer une autre société car il a commencé à porter ses fruits.

Les mandats d'arrêt qui délégitiment Israël

Pour l'heure, le gouvernement Netanyahu, contestés en Israël par d'imposantes manifestations, est délégitimé par les mandats d'arrêt demandés par le procureur général à la CPI (Cour pénale

internationale) à son encontre et celui de son ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, ainsi que contre trois leaders du Hamas pour les mêmes motifs. La rumeur courait depuis des semaines, et Netanyahu redoutait ces mandats d'arrêt, qui sont pour lui un coup porté à son impunité.

Ni la Chine, ni la Russie, ni les États-Unis, ni Israël ne sont signataires du traité de Rome qui a fondé la CPI (1998). Et pour cause, aucun de ces États n'accepte l'idée d'une ingérence de la justice internationale dans ses propres opérations militaires à l'étranger. Et Joe Biden s'est empressé de se solidariser de son gendarme régional : « *quoi que le procureur puisse impliquer, il n'y a pas d'équivalence — aucune — entre Israël et le Hamas. Nous nous tiendrons toujours aux côtés d'Israël contre les menaces à sa sécurité* ».

Pour le procureur général de la CPI, Karim Khan, devenu aux yeux du gouvernement d'extrême droite israélien le pire antisémite, « *aucun État ne peut se soustraire aux normes prévues par le droit international et le droit des conflits armés* ». Un camouflet supplémentaire qui expose encore la politique d'Israël et ouvre une brèche dans son impunité ! Un (petit) point d'appui pour le combat pour les droits des peuples et la justice... qui continue !

Clémentine Berthe

No comment

La parole des policiers et des gendarmes est supérieure à la personne qu'ils arrêtent. C'est pour ça qu'il est officier de police judiciaire, c'est pour ça qu'il a un uniforme, une arme. Ce qui n'empêche évidemment pas les enquêtes...

GÉRALD DARMANIN, le 20 mai, BFMTV.
Tout un programme !

Agenda

Vendredi 24 mai, rencontre de La Brèche sur la révolution chilienne avec Franck Gaudichaud et Michael Löwy, Paris.

À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine Paris 12^e.

Vendredi 24 mai, conférence débat sur le racisme d'État avec Olivier Le Cour Grandmaison, Strasbourg. À 19h30, à la Maison des Associations, 1a place des Orphelins à Strasbourg.

24-25-26 mai, Stop Greendock - Les Soulèvements de la Terre contre l'entrepôt logistique géant sur le port de Gennevilliers.

Samedi 25 mai, hommage à la Commune de Paris, Paris. À 11h, place des Fêtes : rassemblement festif, concerts, animations. À 14h30, départ du cortège en direction du cimetière du Père-Lachaise.

Jeudi 30 mai, réunion publique du NPA sur l'Europe avec Miguel Urban, eurodéputé Anticapitalistes-État espagnol, Toulouse. À 20h, 9, rue Corneille, métro Arènes.

Samedi 1^{er} juin, réunion publique du NPA sur Lénine, Orléans. Avec Guillaume Fondu, auteur de *Que faire de Lénine ?* aux Éditions Critiques. À 14h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés à Orléans.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Au Village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate. Accueil le samedi 24 août à partir de 14h, départ le jeudi 29 après le petit-déjeuner.

EUROPÉENNES En Belgique, défendre la nécessité d'une voix anticapitaliste

Le 9 juin prochain, la Belgique verra se dérouler un triple scrutin électoral : les citoyenEs seront en effet appelés à élire leurs représentantEs aux parlements régional, fédéral et européen.

L'échelon fédéral cristallise de nombreux enjeux. Malgré une coalition sortante marquée en majorité par le centre-gauche (quatre partis sur sept se situent sur le spectre plutôt progressiste, le PS et les écologistes du côté francophone, et leurs homologues Vooruit et Groen du côté flamand), celle-ci a vu son mandat marqué par plusieurs renoncements : sur la sortie du nucléaire, sur l'extension du droit à l'avortement, face aux attaques patronales, sur les droits démocratiques et syndicaux.

Cette législature a également été marquée par une politique migratoire particulièrement réactionnaire, menée par la chrétienne-démocrate flamande Nicole de Moor, qui a notamment suspendu l'accueil des hommes seuls demandant l'asile, et ce malgré la suspension de cette décision par le Conseil d'État.

Faillite de la gauche de gouvernement et danger de l'extrême droite

Cette faillite de la gauche de gouvernement se couple à la montée de l'extrême droite du Vlaams Belang du côté néerlandophone du pays, qui semble faire écho à l'ascension des partis fascistes en Europe et dans le monde. À l'inverse, la Belgique francophone est l'une des seules régions d'Europe où l'extrême droite est quasi inexistante, et où un parti de gauche radicale, le PTB, connaît une ascension électorale mais n'embrasse pas la diversité des courants de la gauche radicale et ne peut constituer à lui seul une réponse suffisante aux questions stratégiques majeures à l'ordre du jour.

Une Europe à la croisée des chemins

L'attention accordée aux élections fédérales ne peut pourtant éclipser les enjeux liés à l'échelon continental. Ces dernières



années ont en effet été marquées par des crises directement liées à l'Europe : la gestion catastrophique de la pandémie de covid, une politique agricole commune socialement injuste et écologiquement insuffisante, ou encore la signature récente d'un pacte migratoire réactionnaire. C'est notamment pour ces raisons que la Gauche anti-

capitaliste a décidé de déposer une liste aux élections européennes, pour faire entendre la nécessité de rompre avec cette Europe capitaliste et raciste. La présence sur notre liste de Philippe Poutou, triple candidat aux élections présidentielles pour le NPA-L'Anticapitaliste, envoie un message clair : dans une Europe à la croisée des chemins, où l'extrême droite est créditée d'une importante victoire aux prochaines élections, il est plus urgent que jamais d'unir les voix anticapitalistes.

Dans le cadre de cette campagne aux élections européennes, la Gauche anticapitaliste organise une série de meetings en Belgique, en présence de Philippe Poutou et des candidatEs de la liste : le 29 mai à Liège, le 30 à Mons, le 31 à Namur et le 1^{er} juin pour un meeting national à Bruxelles, pour y défendre l'urgence d'un monde nouveau.

Mélodie Vandeloek

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148704221
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MARTINIQUE Palestine, Kanaky (et Ukraine!): faut-il manifester?

Près de 150 personnes ont manifesté aux flambeaux dans les rues de Fort-de-France, le 18 mai, pour réclamer le cessez-le-feu et l'arrêt du génocide en Palestine à l'appel de plusieurs organisations, dont le GRS (Groupe Révolution socialiste).

Première manifestation depuis la fin décembre (hormis la présence salubre de Martinique Palestine Solidarité dans les cortèges du 8 mars et du 1^{er} Mai). Celle-ci s'imposait alors que la dernière parcelle de la « bande de Gaza » vit les heures les plus douloureuses et dangereuses de son histoire. La présence du député européen réunionnais Younous Omarjee (LFI) et celle du député de la Martinique Marcellin Nadeau (parti Péyi-a) étaient significatives.

Cela n'a pas empêché des débats répétitifs mais incontournables. Était-il juste d'associer dans un slogan improvisé les causes de la Palestine et de la Kanaky? (« On tue à Gaza, on tue à Nouméa, c'est le colonialisme qui assassine »). Faut-il manifester pour ces combats lointains alors que nous manquons d'eau, de transports publics suffisants, de mécanismes protecteurs contre le vol de terres... et non de chlordécone dans le sang?

Luttes locales et combats lointains: même combat

Opposé les luttes locales aux combats « lointains » ne sert pas du tout l'implication dans les combats locaux. En dénigrant le réflexe sain de la révolte contre l'injustice dans quelque partie du monde que ce soit, on affaiblit la volonté de se rebeller contre les problèmes qui nous assaillent ici et maintenant. Relativiser l'importance cardinale d'une action mondiale contre le crime et le génocide n'est ni moral, ni intelligent, ni efficace.

La solidarité internationaliste est une aide que l'on se porte à soi-même. Inutile d'insister sur l'exemple de la Kanaky tant nous sommes confrontés à des problèmes assez semblables: refus obstiné du colonialisme français de respecter la parole qu'il a dû donner dans un moment de grande mobilisation populaire; entêtement à maintenir la domination coloniale y compris en donnant la main à la recolonisation de peuplement; incapacité à résoudre les problèmes sociaux, source périodique d'explosions de colère.

L'argument vaut aussi pour la Palestine: que serait le monde, que deviendrait la lutte des peuples pour leur émancipation, le nôtre compris, si le génocide en cours à Gaza arrivait à son horrible terme, si les peuples indignés du monde se révélaient impuissants à arrêter le bras des criminels?

Autodétermination des peuples et indépendance de classe

Même si les choses sont beaucoup plus embrouillées dans le cas de l'Ukraine, les peuples se battant pour leur autodétermination n'ont rien à gagner à ne pas soutenir les victimes du « typique argousin grand-russe », qui règne sur la Russie avec le rêve abominable de reconstruire une « prison des peuples » glorieusement abolie par la Grande Révolution d'octobre 1917. Dans ce monde interconnecté, où le capitalisme en crise vit des concurrences enragées pour le profit, suscitant des conflits entre États qui sont tous capitalistes (la Chine et la Russie comprises), l'autodétermination des peuples redevient un enjeu capital, plus universel que jamais dans l'histoire.

À Gaza, à Nouméa, à Kiev, il est de notre intérêt d'en défendre le principe et la réalité en ayant conscience des différences entre les situations et en gardant une totale indépendance à l'égard des forces dirigeant les processus de résistance. Surtout, bien entendu, quand il s'agit de forces étatiques qui ne sont pas nos amies, loin s'en faut! En particulier en Ukraine.

Le Groupe Révolution socialiste

GÉORGIE Mouvement pour la démocratie et contre la domination russe

Depuis plusieurs semaines, la Géorgie est secouée par de grandes manifestations, notamment dans sa capitale, Tbilissi. Pas moins de 20 000 manifestantEs (selon la police, en réalité plutôt 150 000 voire 200 000) se sont mobiliséEs contre le projet de loi sur les « agents étrangers ».

Cette loi obligerait les organisations non gouvernementales et les médias qui reçoivent plus de 20% de leur financement de l'étranger à se déclarer comme « agent étranger », c'est-à-dire comme « organisation servant les intérêts de puissances étrangères ». Le gouvernement prétend qu'il s'agit d'une garantie de transparence, mais cela lui permet en réalité de contrôler arbitrairement et de fermer toute organisation ou média qu'il estime contraire à ses intérêts, sous des prétextes d'espionnage étranger.

La population, témoin de manœuvres similaires en Russie et dans d'autres pays, a vivement critiqué cette loi comme étant inspirée du Kremlin et asseyant l'influence russe, tout en sabotant de fait le chemin vers l'UE, laquelle affirme que si cette loi est adoptée, il n'y aura aucun espoir d'y parvenir.

Les manifestants face à la répression

La Géorgie n'a obtenu son indépendance qu'en 1991, et les sondages d'opinion suggèrent qu'en-

viron 80% de la population est favorable à l'adhésion à l'Union européenne.

C'est dans ce contexte de tensions importantes que la population s'est soulevée la semaine dernière après l'adoption le 14 mai de la loi. Les manifestantEs ont fait face à la répression violente du gouvernement: police anti-émeute, usage des gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes et canons à eau... « Nous savions que notre gouvernement collaborait avec la Russie, mais par le passé, ils n'osaient pas exposer leur position. Ils avaient des relations cachées avec des mouvements de Géorgiens ultranationalistes et travaillaient ensemble ardemment sur une propagande de politique nationale géorgienne », selon cette manifestante pour qui c'est au moment de la guerre en Ukraine que le gouvernement a commencé à montrer son vrai visage.

Accointance pro-russe du gouvernement

Une première tentative de faire passer la loi sur les agents étrangers a eu lieu l'an dernier. La réaction civile a été si vive que

le gouvernement a dû reculer. Bidzina Ivanichvili (oligarque et fondateur du parti actuellement au pouvoir, le « Rêve géorgien ») qui s'était prétendument retiré du parti et de la politique est maintenant officiellement de retour. Son passage en « sous-marin » a permis au gouvernement de se préparer à repasser la loi. Désormais, le gouvernement ne cache plus son accointance pro-russe et use des mêmes rhétoriques: « Nous, les Géorgiens orthodoxes, n'avons pas besoin de l'Europe car elle nous oblige à oublier notre identité et à accepter les lois garantissant des droits aux personnes LGBTQ+ ».

Aspirations démocratiques

Malgré l'adoption de la loi, les manifestations perdurent. Sur Facebook, dans les groupes créés à l'initiative des manifestantEs, les idées pullulent. La présence massive de la jeunesse dans ces manifestations n'a pas échappé aux plus âgés. Les jeunes venaient avec leurs notes de cours sur place pour réviser. Des spécialistes dans diverses matières se sont alors proposés de les aider afin de compenser la fermeture

des écoles. « Nous ne voulons pas qu'un millième de l'éducation des enfants soit perdu dans la lutte pour notre avenir. »

D'autres suggèrent des stratégies de grève et la mise en place de caisses de grève, discutent de la fréquence des manifestations, de leur forme et de la communication, mais aussi sur la manière de protéger les civils arrêtés par la police (assistance juridique, etc.). Dans ce contexte, l'adhésion à l'Union européenne est, pour la majorité de la population, le seul espoir d'un avenir pour une société démocratique, progressiste et libérée du joug de l'impérialisme russe. Mais la gauche géorgienne n'est pas dupe, Alex Scrivener (directeur exécutif du Democratic Security Institute, un groupe de réflexion pro-démocratie basé à Tbilissi) garde un regard réaliste: « La Géorgie doit faire partie de l'UE. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions: l'UE a besoin d'une réforme démocratique radicale pour être plus forte, plus réactive et moins embourbée dans la bureaucratie byzantine et les petits véto des États. » Une réforme démocratique et sociale qui impose l'extension de la gratuité et des services publics, la libre circulation des personnes, qui impose une autre Europe. Une perspective pour le mouvement actuel...

Hélène Topouria

À lire sur le site



États-Unis: Un revers pour l'UAW dans la campagne de syndicalisation qui se poursuit, par Dan La Botz



En Afrique du Sud, élections désempantées, par Paul Martial



Ukraine: Appel aux représentants politiques des peuples d'Europe et du monde

MAGHREB Tunisie: vers un retour de la dictature?

Élu en 2019, Kaïs Saïed a été porté au pouvoir à un moment charnière de lassitude collective et d'absence d'alternative politique. Ancien universitaire n'ayant occupé aucune fonction politique, il agrège autour de lui en mobilisant un discours populiste sur les forces révolutionnaires et la volonté populaire dont il serait le seul et unique dépositaire, décrédibilisant ainsi tous les corps intermédiaires — syndicats, médias, associations et société civile.

Concentration des pouvoirs

Dès le 25 juillet 2021, il amorce une restructuration juridique, avec la promulgation d'une nouvelle Constitution concentrant les principaux pouvoirs dans les mains du président. Il s'en prend aux organes démocratiques et instances de contre-pouvoir créés par la Constitution post-révolutionnaire de 2014. Puis, une véritable chasse aux opposantEs s'instaure: sont concernéEs les opposantEs politiques, les magistratEs, les journalistes, les syndicalistes, les associations et acteurEs de la société civile et, de façon générale, toute personne ou structure critique envers la nouvelle direction politique.

Dans ce cadre, Kaïs Saïed mobilise les concepts de traître à la nation, voire de « mercenaires » qui porteraient « atteinte à l'État au nom de la liberté d'expression ».

L'aide aux migrantEs criminalisée

Afin de s'assurer un certain soutien populaire, il a désigné comme véritable ennemi de l'intérieur les associations venant en aide aux migrantEs, alors que la Tunisie, point

de passage pour l'Europe, connaît un grand afflux migratoire. En réalité, la société civile dans sa globalité est menacée. Les militantEs rapportent des pratiques et humiliations telles qu'il n'y en avait pas eu depuis l'époque de Ben Ali, avec le retour d'une surveillance accrue, des descentes policières dans les locaux, des harcèlements téléphoniques et des affaires montées en épingle sur d'obscurs « financements étrangers », véritable obsession de Kaïs Saïed.

L'arrestation, le 6 mai 2024, de la militante antiraciste Saadia Mosbah est à ce jour la dernière étape d'une criminalisation du travail associatif.

Ainsi, la nouvelle vague d'arrestations d'avocats et journalistes que connaît la Tunisie depuis le 11 mai dernier semble donc la suite logique de ce retour à la dictature, Kaïs Saïed s'attaquant aux derniers remparts de défense des libertés.

Climat de peur

Les États européens ne sont en rien étrangers à ce grave tournant autoritaire. Si plusieurs officiels ont exprimé des « inquiétudes », il n'en demeure pas moins que l'Union européenne

s'accommode parfaitement du nouveau régime, auquel elle a confié la mission d'externalisation de ses frontières et de gestion des migrantEs avant leur arrivée en Europe, tout comme elle s'était accommodée du régime de Ben Ali.

Les similitudes entre les deux régimes se confirment tristement. L'arrestation de l'avocat Mehdi Zagrouba, après celle de Sonia Dahmani, a ravivé un traumatisme: la torture. Mehdi Zagrouba a en effet affirmé avoir été torturé par des policiers juste avant sa comparution devant le juge, l'ayant poussé jusqu'à des vomissements et à un évanouissement lors de l'audience.

En Tunisie, le climat de peur se réinstalle massivement, plus d'une décennie après la révolution, et alors que la liberté d'expression semblait il y a encore quelques années en être le seul acquis.

Des mobilisations et manifestations s'organisent néanmoins pour réclamer notamment une fixation de la date des élections présidentielles devant avoir lieu dans les prochains mois. Aucune échéance n'a encore été fixée alors que le mandat présidentiel touche à sa fin.

S. Mousakaran



KANAK PLEIN SOUTIEN AU PEUPLE KANAK!

Les Kanak n'ont cessé de résister sous diverses formes. Les militantEs de notre courant ont largement porté la solidarité anticoloniale auprès des Kanak, notamment dans les années 1980, au point que Jean-Marie Tjibaou, en visite à Paris en 1987, rencontre le bureau politique de la LCR et intervient lors la fête de Lutte ouvrière à notre initiative. Au point aussi que notre imprimerie, Rotographie, cède, après les accords de Matignon en 1988, une rotative à l'USTKE et forme les conducteurs-machine entre 1989 et 1991. Le premier numéro de «Combat ouvrier» paraît début 1992. Ce qui fait dire à Alain Krivine en 2006, dans son livre «Ça te passera avec l'âge»: «Pour les Caldoches [...], la Ligue représente, encore aujourd'hui, l'âme du "complot indépendantiste". Ils la voient partout... alors qu'il n'y a jamais eu un seul Kanak membre de la LCR ou de la IV^e Internationale». Retour sur l'histoire d'un combat par la Commission internationale du NPA.

Lorsque la France prend possession de la Kanaky en 1853, l'archipel est habité par un peuple de dizaines de milliers de personnes vivant sur ces terres depuis 3 000 ans, avec sa culture, son économie, son organisation sociale.

Colonies de peuplement

En 1972, l'État français s'engage dans une politique de peuplement et encourage l'installation de Français, alors que les Kanak sont majoritaires dans la population. En 1981, le peuple kanak ne représente plus que 40% de la population. Mais l'heure est à l'espoir : le droit du peuple kanak à l'indépendance est inscrit dans le programme commun de François Mitterrand. Une partie minoritaire de Caldoches accepte de former un gouvernement local présidé par Jean-Marie Tjibaou, tandis que la majorité de la droite coloniale se radicalise. Des milices se forment. En 1983, l'Assemblée territoriale est prise d'assaut, des élus indépendantistes tabassés. En 1984, l'État

La Kanaky, de l'oppression à la lutte

présente son projet de statut : nouvelles institutions, réforme foncière, plus grande autonomie. Mais selon la Constitution française, tout métropolitain de passage ou venant d'arriver a les mêmes droits qu'un Kanak pour décider de l'avenir de l'archipel. À l'Assemblée nationale, les députéEs de gauche, majoritaires, repoussent les amendements déposés par le seul député kanak... La politique de peuplement peut se poursuivre.

Radicalisation des indépendantistes dans les années 1980

En septembre 1984, le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) est créé, et un gouvernement provisoire est formé. Le 18 novembre, jour des élections aux nouvelles institutions, c'est le début de l'insurrection, Éloi Machoro brise l'urne de son village à coups de hache. En France, des milliers de



Manifestation à Paris le 5 décembre 1985 en soutien au peuple kanak. © Archives RADAR

militantEs organisent la solidarité. De 1984 à 1988, l'archipel vit une situation révolutionnaire. Aux actions du FLNKS, l'État répond par la répression et laisse faire les milices. L'Assemblée générale de l'ONU réinscrit la liste des territoires à décolo-

niser. Le FLNKS est reconnu légitime pour représenter le peuple kanak.

Les accords de Nouméa

En 1988, puis en 1998, le FLNKS négocie avec la droite coloniale. Les accords de Nouméa de 1998 actent la volonté de l'État français d'engager une politique de

décolonisation. Trois référendums sont prévus en 2018, en 2020, en 2022 sur l'accession du pays à la pleine souveraineté : 43% en 2018, 47% en 2020 votent pour l'indépendance. En 2022, l'État impose la tenue du 3^e référendum en pleine crise du covid. Le peuple kanak, fortement touché, enterre ses

centaines de morts et boycotte à plus de 90% le référendum. Résultat : 43% de participation et 96% pour rester une colonie française.

Combattre la nouvelle loi constitutionnelle

La loi constitutionnelle votée le 14 mai 2024, portée par le gouvernement et soutenue par la droite locale, est une rupture avec les accords passés en 1998. Elle est contraire aux nombreuses résolutions de l'ONU.

Dès avril, de nombreuses manifestations ont eu lieu pour s'opposer au vote à l'Assemblée nationale du dégel du corps électoral. Ce vote favorable va donner plus de pouvoir aux Caldoches, à la droite... et déjà l'État français envoie du renfort militaire et policier pour mater le peuple kanak et sa jeunesse qui combat pour ses droits. Plein soutien au droit des Kanak à disposer d'eux-mêmes!

La IV^e Internationale et la lutte anti-impérialiste

Guerre d'Algérie, révolution à Cuba, guerre de libération en Indochine, printemps de Prague, Mai 68... Dans les années 1960-1970, pour les militantEs internationalistes et en particulier celles et ceux qui se retrouvent dans la IV^e Internationale et la LCR en France, l'heure est aux luttes anticoloniales et anti-impérialistes, voire à la révolution.

En Nouvelle-Calédonie, les médias sont en totalité aux mains des colons et de l'État français. Dans les années 1970, les étudiantEs kanak de Montpellier se mobilisent, occupent le foyer calédonien. Des liens sont créés avec des militantEs anticolonialistes français. Les journaux, les livres, les informations circulent.

Une génération anticolonialiste

En Kanaky, dans les années 1970, l'industrie du nickel en pleine expansion a besoin de main-d'œuvre. Des milliers de jeunes ouvrierEs

français s'installent, parmi eux des militantEs de la CGT, du PCF, de la LCR... Des dizaines de chercheurs, d'universitaires, linguistes, sociologues, ethnologues, agronomes, travaillent «sur» le pays et ses habitantEs. Nombre d'entre eux sont révoltés par l'apartheid calédonien. Ils s'organisent au sein de l'association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK). Des chrétiens, protestants et catholiques (dont les Églises sont très présentes en Kanaky), anticolonialistes, partisans de la théologie de la libération,

ou simplement amis du peuple kanak sont très présentEs dans la solidarité. Les paysanNEs du Larzac offrent une terre au peuple kanak. Des syndicalistes de la CNT, de la CGT, de la CFDT organisent la solidarité avec la jeune USTKE (Union des syndicats des travailleurs kanak et exploités). En Kanaky, les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier français ne sont pas présentes. Mais les années 1970 et 1980 sont riches d'échange entre les militantEs kanak et les militantEs anticolonialistes français.



Depuis les années 1970, Vincent Kermel et Claude Gabriel, permanents de la IV^e Internationale, participent à la solidarité avec les militantEs des premiers groupes politiques kanak victimes de la répression. Régulièrement, ils publient dans la presse de la LCR et de la IV^e des informations

sur les activités et les déclarations des groupes indépendantistes. Ils publient deux livres aux éditions La Brèche : *La révolte kanak (1985)* et *Nouvelle-Calédonie, les sentiers de l'espoir (1988)*.

De l'insurrection de 1984 à aujourd'hui

Éloi Machoro et ses camarades du FLNKS prennent la parole lors d'un rassemblement national de milliers de militantEs en 1984 à Paris, quelques mois avant l'insurrection. Alain Krivine cède son temps de parole à Louis Mapou (actuellement président du gouvernement) lors du meeting de clôture de la Fête LO-LCR, réunissant des milliers de militantEs en 1985. Plus tard, la LCR puis le NPA s'investissent en France dans le Collectif Solidarité Kanaky visant à partir de 2007 à soutenir le processus d'accession

à la pleine souveraineté et à l'indépendance du peuple kanak, mais aussi dans les luttes contre l'exploitation et les inégalités face aux politiques prédatrices et répressives des gouvernements français.

À partir de 2018, le processus des référendums prévus par les accords de Nouméa, que l'État français et les forces colonialistes dites «loyalistes» en Nouvelle-Calédonie ont tenté de manœuvrer jusqu'au paroxysme du vol du troisième référendum, a rendu de nouveau essentielle cette solidarité que nous avons tenté de développer depuis des décennies pour contribuer à rendre justice au peuple kanak. Et aujourd'hui, c'est à la nouvelle génération militante de reprendre le flambeau, comme le fait la jeunesse de Kanaky Nouvelle-Calédonie.

En bref

Montpellier. 24 heures pour Rafah

24 heures du vendredi 10 au samedi 11 mai ! Pour dénoncer le génocide en cours à Gaza et en réaction à l'entrée de l'armée israélienne dans la ville de Rafah, le NPA, aux côtés de BDS, la Libre Pensée, le MRAP, le Comité universitaire de soutien à la Palestine de Montpellier et l'Association Palestine Languedoc, ont occupé la place de la Comédie de Montpellier pendant 24h !

Organisée dans l'urgence, cette initiative d'ampleur inédite — inspirée des étudiantEs qui occupent leurs universités à travers le monde — n'était pas vouée à la réussite, en particulier dans une ville où la mairie soutient ouvertement Israël depuis les années 1970. Malgré une présence policière nous empêchant de déployer nos tentes, nous avons tenu bon, n'étant jamais moins d'une quarantaine sur place ! Sans relâche, nous avons interpellé les passantEs, distribué des tracts et scandé des slogans. Banderoles et témoignages disposés aux alentours ont été le décor de discussions constructives et déterminées : un temps d'échange précieux dans cette période. Le comité universitaire informait sur les luttes étudiantes en cours et dénonçait les partenariats académiques qu'entretient l'université Paul-Valéry avec plusieurs établissements israéliens. L'occupation fut suivie d'une manifestation combative de près de 1000 personnes, confirmant un regain du mouvement de solidarité sur la ville. À Montpellier et partout dans le monde, pour le peuple palestinien et malgré la répression, nous ne relâcherons pas la pression : Palestine Vivra, Palestine Vaincra !

Rennes. Réquisition, voilà le mot d'ordre !

Dans *L'Anticapitaliste* n°692 du 25 janvier 2024, nous annoncions la réquisition d'un immeuble du Conseil régional de Bretagne par des migrantEs sans abri, appuyéEs par l'inter-organisation de soutien aux personnes exiléEs... Cette ouverture a fait suite à une longue et difficile période de campement, détruit par les intempéries, puis à une mise à l'abri dans une halle de tennis, froide, humide, infestée par les rats... Toutes et tous sont maintenant au sec et ont pu se mobiliser pour rendre le lieu vivable et presque confortable, avec le soutien des collectifs de Rennes et d'Ille-et-Vilaine investis à leurs côtés. La dignité retrouvée, ça change la vie !

Quand la vie est moins dure, que les liens se resserrent, il est plus facile de prendre en mains son destin ! Depuis le 12 janvier, la vie s'est organisée avec une réunion de squat par semaine, la participation à la manifestation du 1^{er} Mai, l'organisation d'un repas solidaire le 5 mai. La manif de lancement d'Étonnant Voyage a fait étape le 11 mai. À chaque fois, la convivialité et la force de l'unité ont permis de partager mets, musique et danses ! Pourtant, les exiléEs qui occupent le bâtiment du conseil régional vont avoir besoin de soutien face au conseil régional (de gauche !) qui les a assignés devant le tribunal judiciaire. Le risque est grand que l'expulsion soit demandée. L'audience aura lieu le 24 mai, à partir de 9 heures, et l'inter-orga appelle à un rassemblement devant la cité judiciaire... Tant qu'il reste des gens à la rue, tant qu'il y a des bâtiments vides, la réquisition s'impose ! D'autres personnes occupent depuis avril un bâtiment appartenant en partie à la Ville de Rennes. Malgré un changement d'attitude de celle-ci et la promesse de travaux, les choses traînent. L'idée d'une convention d'occupation est dans l'air, mais seulement jusqu'en septembre... Et après ?

À Rennes, plus de 200 personnes se sont mises à l'abri dans des squats (dont l'un est occupé depuis quatre ans et conventionné ; un autre est menacé d'expulsion). Huit écoles sont occupées par le collectif Élèves protégés, permettant l'accueil de 10 familles dont 23 enfants. Face à l'offensive raciste du gouvernement, au manque de places d'hébergement d'urgence, nous allons poursuivre la mobilisation, soutenir les actions de réquisition qui vont se multiplier. Autant d'actes de résistance dans une situation où l'extrême droite fait feu de tout bois.

CARHAIX Toujours pas d'urgences à l'hôpital... mais des gardes à vue

« Carhaix, Carhaix, Résistance ! ». Depuis le 14 mai, entre 100 et 200 personnes lancent ce cri quasi quotidiennement devant le commissariat de Quimper (Finistère). Ce sont à nouveau les défenseurEs des urgences de l'hôpital de Carhaix qui battent le pavé quimpérois.

Il et elles sont doublement en colère. D'une part, le protocole pour la réouverture des urgences de leur hôpital du Kreiz Breizh (Centre Bretagne) — signé le 27 octobre par l'Agence régionale de santé (ARS), le département et la préfecture — n'a toujours pas vu la moindre mise en œuvre. D'autre part, et c'est le motif de leurs rassemblements devant le commissariat, les mêmes qui avaient signé le protocole ont porté plainte pour séquestration et violence en réunion, à la suite de l'occupation des locaux de l'ARS à Quimper le 14 septembre 2023. Une dizaine de personnes (il semble que la liste pourrait s'allonger) dont le porte-parole du comité de vigilance de l'hôpital de Carhaix Matthieu Guillemot, des militantEs syndicalistes (six de la CGT et trois de la CFDT) ont ainsi été convoquéEs à partir du 14 mai pour être entenduEs sous le régime de la garde à vue.

Mobilisation contre la répression

Mardi 14, c'est notre camarade Matthieu Guillemot qui « ouvrait le bal ». Pour l'accompagner, quelque 200 personnes, pour une part venues en car depuis Carhaix, des militantEs syn-



NPA L'ANTICAPITALISTE

dicaux (CGT, CFDT, Sud Santé Sociaux/Solidaires), des militantEs du Comité de défense des hôpitaux de proximité, et des éluEs et responsables politiques. Parmi lesquels Christian Troadec, maire de Carhaix, Mélanie Thomin, députée socialiste du Finistère et Philippe Poutou. En termes d'organisations politiques, hors quelques drapeaux de l'UDB, le NPA-L'Anticapitaliste semblait être le seul à avoir appelé largement au rassemblement. Au sortir de son audition, et après un passage par la case cellule, Matthieu Guillemot a réaffirmé que « le 14 septembre dernier, il n'y a pas eu de violence

ni de dégradation dans le bâtiment de l'ARS. À Carhaix, nous avons l'habitude de nous battre et nos méthodes sont connues : la détermination et la non-violence », et que son audition, comme celles à venir des neuf autres militantEs, participait d'une tentative de « criminalisation des mouvements sociaux et syndicaux ».

Faisant référence à la condamnation pour apologie du terrorisme à l'encontre de Jean-Paul Delescaut, secrétaire départemental de la CGT du Nord, ou à la plainte pour « diffamation et injures publiques » de Darmanin contre le militant de Sud Éducation du Finistère,

Olivier Cuzon, Philippe Poutou a dénoncé une « répression du mouvement social et militant qui se généralise. Dès qu'on milite, qu'on conteste, qu'on est en opposition au pouvoir ou que l'on défend les services publics, on est menacé et entravé par des convocations policières, par des menaces judiciaires ».

La lutte continue

Loin de se laisser intimider, chaque jour donc et jusqu'au 28 mai les manifestantEs continueront de soutenir Matthieu, Cathy, Sandrine, Rachel, Andréa, David, Caroline, Thomas, Bahar et Stéphanie, leurs camarades de lutte pour les urgences de l'hôpital de Carhaix. Ainsi, la CFDT, la CGT et SUD Santé Sociaux du CHRU de Brest/Carhaix ainsi que leurs unions syndicales départementales appellent respectivement à faire du 21 et du 22 mai (dates auxquelles ce sont leurs militantEs qui passent en audition au commissariat de Quimper) de belles journées de mobilisation contre la répression et la judiciarisation de la lutte. À la fin du mois, nul doute que panneaux et poteaux seront recouverts de l'autocollant « Karazez Rezistañs ! ».

Correspondant NPA-Cornouaille

ÉCOLOGIE En Auvergne et partout : No Bassaran !

L'accapement de 2,3 millions de m³ d'eau, c'est le grand projet de Limagrain dans la plaine de la Limagne (Puy-de-Dôme), et de 36 agriculteurs (le département compte 5742 exploitations agricoles), qui pourrait être grassement subventionné par l'argent public.

Loin de la petite coopérative dont il est issu, le monstre de l'industrie « agricole » est depuis sa création le promoteur actif du productivisme dont la planète et les humains, et les paysans eux-mêmes, subissent les conséquences de plein fouet.

Limagrain et l'agriculture intensive

Quatrième semencier mondial, la multinationale française, en pointe de l'agro-industrie avec ses 2,5 milliards de chiffre d'affaires, a fini par soumettre les agriculteurs à son pouvoir : achat de semences, contrôle des méthodes de culture. La dépendance est totale. Les terres locales sont déjà ravagées par la monoculture et par l'agriculture dite de « conservation » qui, pour éviter de labourer, tue toute la surface de la terre à grands coups de glyphosate. Cette technique empêche toute vie végétale ou animale : l'agriculture intensive épuise les sols et, dans un cercle vicieux, renforce sa propre dépendance aux intrants chimiques.

Privatisation de l'eau

Augmenter la production au service du profit, c'est l'objectif de ceux qui cherchent à privatiser l'eau. Pour les agriculteurs qui hésiteraient, la FNSEA martèle : grossir ou mourir. Grossir passe par le vol de l'eau pour faire pousser du maïs, inadapté au climat local, qui ira nourrir du bétail à l'autre bout du monde.

Près de Clermont-Ferrand, une autre multinationale surexploite déjà la ressource :

Danone, pour l'eau de Volvic. Au fil des ans et face aux restrictions de consommation d'eau potable qui se multiplient pour les particulierEs, la grogne monte face à l'accapement par le vendeur de bouteilles en plastique, qui ne semble pas connaître la crise qu'il alimente pour augmenter ses profits...

Une large mobilisation conviviale contre les mégabassines de Limagne

Le projet délirant de mégabassin(e) de Limagne est le plus grand de France : Sainte-Soline n'est tristement qu'une baignoire en comparaison... et ce, alors que depuis des années les nappes ne se reconstituent plus suffisamment. L'eau coule au robinet, mais pour combien de temps, et à quel prix, alors que déjà certains villages font face à la pénurie ?

Les réactionnaires et autres climatocéphes tentent de faire croire au clivage « bobos des villes contre agriculteurEs ». Il n'en est rien, et la mobilisation de 6 500 manifestantEs le 11 mai l'a bien démontré : à l'initiative du collectif Bassines, Non merci 63, des Soulèvements de la Terre, de la Confédération paysanne, dont les tracteurs encadraient l'événement, des FaucheurEs volontaires et d'Extinction Rebellion, organisations syndicales du mouvement ouvrier, associations écologistes, partis de « toute la gauche » et surtout habitantEs de la campagne environnante et des villes étaient présentEs pour défendre la terre, l'eau et

le vivant, dans une ambiance festive. Sans provocation policière, l'événement a pu se tenir dans la convivialité, rassemblant toutes les générations.

Nous empêcherons le premier coup de pelle !

Alors que la journée se terminait en musique, entre buvette et stands, le message des organisateurEs et des participantEs était clair : nous sommes là, et si le projet n'est pas abandonné, nous serons présentEs pour empêcher le premier coup de pelle ! La crise climatique nécessite de préserver les ressources naturelles, les sols, et de garantir l'accès de touTEs à une alimentation locale de qualité. Cela passe par une agriculture paysanne rémunératrice, débarrassée de la domination de l'agro-business et par la planification démocratique de la production industrielle en fonction des besoins, opposée à l'extractivisme. Pour la défense des communs, la mobilisation de masse peut gagner : No Bassaran !

FD et AM

À voir et lire sur le site



Le mensonge Total, entretien avec Mickaël Corréa



Guerre à la drogue : la fuite en avant du gouvernement, par Alex Bachman

LES NÔTRES

Bernard Hess



C'est la rencontre avec un militant du PCF à Nancy qui a convaincu Bernard de rejoindre notre courant, grâce à sa préoccupation internationaliste. Après mai 1968, il est la cheville ouvrière sur la ville du Cercle Rouge de Nancy puis la Ligue, avec Dominique Gerardin. Ses premières distributions de tracts pour le comité de soldats lui ont valu une filature des RG jusqu'à une fouille de son domicile, mais « les agents passeront l'après-midi assis par terre à découvrir sa collection de BD ». Son implication militante oblige Bernard à quitter la Lorraine pour trouver un emploi. Il est hébergé par Jean-Michel Mansion et Marie-Madeleine Millaud qui lui parlent du concours pour intégrer la Sécurité sociale qu'il réussit, même s'il doit se battre, avec le soutien du syndicat CFDT, pour y être admis. Son passé militant en Lorraine le poursuit. Bernard a été pendant les années 1980 le principal animateur de la branche dite « Sécu » de la LCR qui regroupait les camarades travaillant à la Sécurité sociale. Ils avaient été à l'initiative d'un collectif « SOS Sécu » pour se mobiliser contre les attaques. Il avait d'ailleurs rédigé une thèse. Bernard était aussi un militant syndical de terrain (CGT), ce qu'il n'a jamais cessé d'être. À la retraite, il continuait de participer activement aux réunions de son syndicat.

Au début des années 1990, pour des raisons politiques, les branches Sécu, Santé et Social de la LCR sont réunies. Bernard devient un infatigable animateur de la commission « Santé sécu social » de la Ligue, puis du NPA. Il en est, jusqu'à sa disparition, un des organisateurs quotidiens. Bernard a beaucoup contribué à mettre à jour et élaborer les positions de notre courant sur la Sécurité sociale. Excellent connaisseur de l'histoire de la Sécu, il savait en montrer les potentialités à défendre et développer et les limites et les régressions dues aux contre-réformes. Dans ses exposés, ses articles, les brochures auxquelles il contribua, il fit beaucoup pour que la cotisation sociale, élément socialisé du salaire, soit réellement prise en compte.

Malgré les crises traversées par notre organisation, Bernard s'est efforcé de maintenir une activité coordonnée des militantEs dans la santé, le social et à la Sécurité sociale en région parisienne et d'assurer la participation de la Ligue puis du NPA aux cadres de mobilisation unitaires comme Notre Santé en Danger ou du Réseau européen contre la marchandisation et la privatisation de la santé. Il était un fervent partisan de l'unité et du front unique. Bernard était un constructeur exigeant et tenace. Nous perdons un camarade discret mais d'une grande rigueur qui savait dispenser son savoir, un ami d'une grande gentillesse et plein d'humour qui relatait durant des soirées conviviales avec sa compagne Laure, des histoires instructives sur notre courant politique, des grèves qu'il avait menées à la Sécu et les avanies du courant lambertiste. Sa préoccupation ces dernières années était d'assurer la prise en main de notre commission par les générations plus jeunes, en leur transmettant de manière non dogmatique les acquis dont il était porteur. Un travail qu'il n'aura malheureusement pu achever mais que nous aurons à cœur de poursuivre en sa mémoire. Nos pensées, notre affection, notre soutien à Laure et sa famille.

Ses amiEs et camarades

Culture

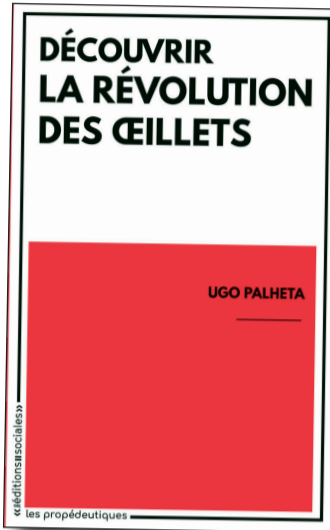
ESSAI Découvrir la révolution des Œillets, de Ugo Palheta

Éditions sociales, 2024, 192 pages, 10 euros.

Notre camarade Ugo Palheta vient de publier un livre salubre dans la très utile collection « Découvrir » qui permet d'introduire personnalités et événements de la lutte des classes à partir d'une compilation de textes significatifs. L'enjeu de l'ouvrage n'est donc pas de décrire les prémices et la séquence ouverte le 25 avril 1974, dernier grand soulèvement populaire en Europe. Pour cela, on renverra à d'autres travaux, notamment ceux de Victor Pereira¹.

Des textes pour éclairer

La lecture n'en reste pas moins passionnante. Après avoir ramassé en une trentaine de pages introductives la séquence, son déroulé en quatre phases et ses particularités politiques et sociales, le passage en revue d'une douzaine de textes largement resitués, expliqués et commentés, permet d'aborder les principales questions posées par cette révolution. 48 ans de régime dictatorial balayé en une journée, le tout sous la seule pression de capitaines de l'armée organisant un coup d'État ?



La complexité de cette dynamique révolutionnaire est donc analysée autour de différentes thématiques : le contexte des luttes contre la décolonisation ; la puissance de la mobilisation populaire, ouvrière, et des grèves ; les luttes paysannes et la question de la réforme agraire ; la dynamique antifasciste et l'horizon du socialisme ; le rôle des différentes forces et les rapports de forces (le Mouvement des forces armées bien entendu,

mais aussi le Parti communiste portugais, le principal représentant des intérêts de la bourgeoisie Spinola...), etc.

Une brèche

En pointant à chaque étape les originalités du processus, le livre ne cesse de nous rappeler que les crises révolutionnaires n'éclatent jamais comme on l'imagine, toujours surprenantes. Ici, un putsch mené par une hiérarchie militaire intermédiaire influencée par des idées socialisantes, a su balayer une dictature politique qui avait tenu près d'un demi-siècle grâce au pouvoir de l'armée... Une brèche qui va notamment entraîner les travailleurEs à s'organiser dans une grève de deux mois, et l'ensemble de la population à lutter pour conquérir de nouveaux droits démocratiques et sociaux : la construction du Portugal sur un socle de conquêtes, que la bourgeoisie, qui a repris définitivement la main à l'automne 1975, n'a pu remettre en cause. En se tenant à l'écart du catéchisme révolutionnaire, le travail d'Ugo Palheta fait œuvre utile.

Comme il l'écrit dans son introduction nuancée : « Personne ne prétend que la situation au Portugal serait aujourd'hui identique à celle qui précéda la révolution des Œillets, ni que cette dernière nous livrerait le dernier mot de l'émancipation, encore moins un modèle clé en main. Mais elle nous rappelle ce que peut un peuple lorsqu'il fait irruption et se soulève, non simplement pour changer de maître mais pour se libérer de toute servitude. Cet héritage-là n'a assurément pas pris une ride. »

Manu Bichindaritz

1 – Pour se remettre la révolution des Œillets en tête, on renverra aussi au dossier de l'Anticapitaliste n°705 écrit par Ugo Palheta : « Révolution des Œillets : Les masses en mouvement contre le colonialisme et le fascisme » <https://lanticapitaliste.org/arguments/revolution-des-oeillets-les-masses-en-mouvement-contre-le-colonialisme-et-le-fascisme>

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

DÉBAT Quelle politique pour les élections européennes ?

Le règlement définitif de la scission ouvre une nouvelle période : à présent, les compteurs sont remis à zéro, et chacun des deux « NPA » doit faire la preuve de son utilité. À l'échelle nationale comme locale, nous voyons que nous sommes face à des difficultés, à des niveaux différents, mais qui se conjuguent : échec des forums anticapitalistes et absence d'interlocuteurs avec qui construire un parti capable de nous dépasser, échec de l'alliance avec la FI, difficulté à nous reconstruire dans la jeunesse et dans le monde du travail. Si nous ajoutons à ce premier constat un deuxième, présent dans la dernière résolution du CPN, qu'« il y a pourtant un enjeu à faire vivre notre courant, qui depuis plus d'un demi-siècle a su allier ce qui pourrait apparaître comme des contraires, à savoir un marxisme ouvert, non sectaire, dans une optique révolutionnaire et unitaire, la lutte contre l'exploitation et contre toutes les oppressions, un équilibre entre un héritage fort et une capacité d'intégrer les apports de chaque nouvelle génération militante », alors nous devons tirer jusqu'au bout la logique. Nous entrons dans une période où l'enjeu principal est la survie immédiate de notre organisation, et donc, de faire exister le NPA. On répond souvent à cela : « il est nécessaire que la FI soit la première force de gauche face au PS social-libéral ». Et bien évidemment, il est encore plus déterminant de regrouper notre camp



Rassemblement paysan devant le Parlement européen, le 6 février 2024. PHOTOTHÈQUE ROUGE

social face à l'extrême droite. Mais il y a un enjeu tout aussi grand à ce que le NPA survive : sa disparition serait une perte égale pour le mouvement ouvrier. Or, notre effacement systématique derrière la FI, y compris quand les enjeux sont limités, comme pour ces Européennes où personne n'imagine que notre appel changera la donne, confine à l'absurde. En ce sens, nous pensons que le vote du CPN du 28 avril est une erreur. À nos yeux, c'est tout le contraire qu'il faudrait faire : demeurer totalement indépendantE de la FI pour pouvoir mieux l'interpeller sur ses responsabilités politiques (son manque de volonté à regrouper autour d'elle, sa

crise démocratique qui la mine durablement), tout en la soutenant face à l'extrême droite, et rappeler la nécessité d'unir notre camp social contre la répression. Dire cela, ce n'est pas dire qu'il faudrait attaquer la campagne de la FI, ni qu'aucun comité ne devrait mener cette campagne, encore une fois — cela dépend des réalités locales. Dans ce contexte, notre objectif politique premier devrait être d'exister politiquement pendant la campagne des élections européennes, avec différentes tactiques en fonction des réalités locales. À ce titre, le soutien de Philippe Poutou à la campagne de la GA belge va dans le bon sens : elle permet à notre courant

politique d'exister et de peser. Nous devrions la médiatiser au maximum, car dans les faits, elle nous donne une consistance politique en France. C'est pourquoi, plutôt que d'adopter cette consigne de vote, nous aurions privilégié : 1. d'organiser une grande campagne de meetings avec nos porte-parole pour défendre nos perspectives politiques ; 2. avec pour débouché principal le fait d'inviter à notre université d'été les personnes qui s'y rendent, et dont la construction, conjointe avec la préparation du congrès de refondation, doit être notre priorité ; 3. de proposer un meeting unitaire et une manifestation contre la répression à l'ensemble du mouvement social, comme cela a été envisagé. Ainsi, il y aurait eu une cohérence dans la mise en œuvre de notre orientation unitaire et révolutionnaire. Concernant la consigne de vote, nous considérons que s'il fallait en donner une, elle aurait été d'appeler à voter pour les listes qui apparaîtraient comme de rupture avec le système, avec la macronie, le capitalisme, le racisme. Cela aurait pu notamment concerner la FI sans la nommer explicitement, ni s'y limiter. Aurore Koechlin (Paris), Sally Brina (Orléans), Thomas (Cher)

LGBTI L'OST, l'autosupport et les luttes sociales par et pour les trans

Les personnes trans en France sont confrontées à des problématiques spécifiques liées à leur transition. Trouver des professionnels de santé adaptés n'est pas chose aisée. De même que changer son prénom d'usage au travail, sur son lieu d'études puis à l'état civil, mentionner le sexe.

Entraide et soutien

Trouver des ressources locales sur toutes les éventuelles interventions médicales, administratives ou juridiques que peut nécessiter une transition est difficile et chronophage. Pour se faciliter la vie entre elles les personnes trans ont créé des associations et collectifs d'« autosupport », c'est-à-dire des associations composées de personnes trans qui aident les personnes trans.

Ces associations existent surtout dans les grandes et moyennes villes de France ; elles font des listes de médecins prescripteurs, de chirurgiens, d'orthophonistes ou d'autres associations d'aides non-trans pour mieux aiguiller les personnes trans qui commencent leur transition. Ces associations collectent aussi des informations et du savoir-faire sur les procédures de changement de prénom et de mention de sexe au travail, dans les lieux d'études et à l'état civil, sur les moyens de transitionner en dehors des parcours médicaux, sur les moyens de faire des injections... Tout ce qui peut faciliter le parcours des trans au cours de leur transition. Ces associations sont aussi des lieux communautaires au sein desquels les trans se retrouvent pour échanger sans pression. C'est ce qu'est l'OST, entre autres, et c'est comme ça que l'association tourangelles a commencé.

Le besoin de se coordonner au niveau national

L'OST à Tours a débuté car il n'y avait plus rien pour faire de l'autosupport trans à Tours. Pour combler ce vide, des militantEs syndicalistes et d'ancienNEs militantEs d'associations trans se sont rassemblés pour créer une association qui réponde aux besoins locaux des trans. Dès le début, fortEs de leur expérience de syndicalistes, les militantEs de l'OST évoquaient déjà l'idée de fonder une association nationale qui puisse lancer des sections dans de petites villes où il n'existe pas encore d'association d'autosupport.

Dès le premier congrès de l'OST en 2022 l'objectif est clair : l'OST doit devenir une association nationale. Des groupes de travail sont formés pour écrire des statuts et planifier l'organisation interne, plusieurs potentielles futures sections se forment déjà, notamment à Nîmes. Cette décision de se structurer nationalement se fonde sur plusieurs constats. D'abord, si une fédération trans-inter avait existé et rapidement disparu par

Après seulement deux ans d'existence, la petite association Organisation de Solidarité Trans (OST) de Tours s'est constituée en association nationale le 1^{er} octobre 2023 avec cinq sections en France. Retour sur la construction de cette association d'autosupport et de luttes trans.



L'État échoue dans sa mission de service public à assurer des conditions de vie décentes aux personnes trans

le passé, aucune coordination réelle n'existait entre les très nombreuses associations d'autosupport de France. Les informations circulent par internet mais de manière assez réduite, sous forme de brochures quand elles existent et même si les situations sont très différentes dans chaque ville, certaines pratiques d'autosupport gagneraient à être mises en commun au niveau national pour que de nouvelles associations puissent s'en saisir facilement en se construisant, y compris dans les plus petites villes où les communautés sont plus petites. Il en va de même pour les luttes trans : des associations organisent tous les ans la marche de l'ExistransInter à Paris, les journées du souvenir trans dans quelques villes de France, mais il n'existe pas d'outil pour réagir de manière unitaire aux attaques de l'extrême droite et pour réclamer de nouveaux droits. Les militantEs entendent bien faire de l'OST cet outil, au moins pour quelques sections. Alors en octobre 2023 c'est le soulagement après un an de travail : l'OST est une association nationale avec cinq sections, à Tours, Nîmes, Lille, Orléans et Troyes. À l'heure actuelle, de nouvelles sections existent à Reims et Strasbourg, de nouvelles sections sont toujours en construction et le nombre de militantEs de l'OST croît doucement mais sûrement.

Des liens avec le mouvement social

Ce qui fait la spécificité de l'OST ça n'est pas simplement son ancrage national mais aussi sa ligne politique centrée autour du

matérialisme et de l'amélioration des conditions matérielles de vie et de transition des personnes trans. Car si les trans doivent constituer des associations communautaires partout en France pour aider les trans en début de transition, c'est bien que l'État échoue dans sa mission de service public à assurer des conditions de vie décentes à ces personnes. C'est pourquoi l'OST ne se cantonne pas à l'autosupport mais s'investit dans les luttes sociales de plus long terme, pour réclamer des droits et des conditions de vie décentes pour les trans, pour lutter contre les attaques réactionnaires contre les trans mais aussi dans toutes les luttes qui composent le mouvement social, toujours avec un point de vue spécifique d'association trans. Car l'OST est résolument anticapitaliste, ses militantEs ne s'en sont jamais cachés et théorisent tout à fait la nécessité de sortir du capitalisme. En effet, les trans représentent une petite population discriminée, contrainte à la précarité par le capitalisme et le patriarcat. La difficulté qu'ont les trans à accéder à la transition, au niveau médical et administratif notamment, entraîne des discriminations, voire l'exclusion des trans du logement, de l'emploi et des aides sociales, et les contraignent à cette précarité. Les trans, et particulièrement les femmes trans, ont bien souvent des carrières hachées et de petites pensions. La boucle est bouclée : pour améliorer les conditions de vie des personnes trans, il faut faciliter et déjudiciariser les moyens de transitionner, et le capitalisme n'a que peu d'intérêt à aider concrètement des populations précaires qui peuvent servir de main-d'œuvre bon marché. Mais pour arriver à sortir du capitalisme en terme, il faut mener des luttes communes avec les acteurs du mouvement social. L'OST, qui s'est formée notamment avec des syndicalistes, s'est rapidement tournée vers le travail unitaire avec les syndicats et les partis et ainsi que les associations du mouvement social, milieu peu investi par les autres associations trans. L'OST

L'OST et ses militantEs proposent toujours aujourd'hui des formations syndicales pour lutter contre la transphobie au travail

et ses militantEs proposent toujours aujourd'hui des formations syndicales pour lutter contre la transphobie au travail et se mobilisent directement dans toutes les luttes anticapitalistes. L'association était ainsi bien présente lors des manifestations contre la réforme des retraites pour rappeler que les trans avec leurs carrières hachées allaient être particulièrement touchés par cette réforme antisociale.

Face aux attaques réactionnaires : des mobilisations à venir

Récemment, la frange réactionnaire du groupe parlementaire Les Républicains a sorti un rapport sur la « transidentité des mineurs » qui dénonce la « médicalisation » des mineurEs trans, suivi de près par une proposition de loi qui vise à interdire purement et simplement la transition des mineurEs. Cette proposition de loi est une attaque directe contre les mineurs trans sous couvert de protection de l'enfance. Depuis le 5 mai dernier, des rassemblements sont organisés dans toute la France pour les droits à la transition des mineurs. L'OST et les organisations trans appellent à une mobilisation unitaire le samedi 26 mai dans toute la France, non pas seulement contre la loi LR mais aussi pour la dépsychiatriation, le remboursement et la déjudiciarisation des transitions ainsi que des moyens pour les services publics.

Sophie Bruyères et Alissa

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[L.anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°155 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

